

Communiqué

Soupe populaire pour dénoncer le saccage de l'assurance-emploi

(Montréal, le 15 novembre 2013) — À l'heure du dîner aujourd'hui, pendant que Stephen Harper s'adressait aux membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain au sujet de l'Accord Canada – Union européenne, la **Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi** invitait ses membres à participer à une soupe populaire symbolique au parc des Faubourgs à Montréal.

Depuis le 4 mars 2013, jour où l'on dévoilait la bannière géante au pied du pont Jacques-Cartier et annonçait la formation de la Coalition, des dizaines de manifestations ont eu lieu partout au Québec afin de dénoncer la réforme de l'assurance-emploi. Aujourd'hui, loin de s'essouffler, le mouvement prend de l'ampleur et compte sur l'appui [d'organisations provenant de neuf provinces](#).

« La réforme telle qu'imposée par le gouvernement Harper est néfaste pour la vitalité des communautés rurales. Elle entraîne déjà des pertes de compétences par l'exode forcé des travailleurs de nos communautés. À l'échelle du pays, cela peut paraître anodin, mais du village, ce sera un citoyen de moins dans la communauté, des enfants de moins dans l'école, de l'argent en moins dans les commerces. Veut-on vraiment d'un pays dont la ruralité se désertifie », a lancé **Claire Bolduc**, présidente de Solidarité rurale du Québec.

« La précarité des emplois existe partout aujourd'hui, et en plus, le gouvernement envoie un message aux employeurs qu'ils pourront dorénavant trouver des salariés à bon marché, a renchéri **Jean-François Sylvestre**, président régional Montréal-Laval au SFPQ. Toutes les catégories de travailleurs sont touchées par cette réforme. »

De son côté, **Jacques Beaudoin**, du comité de coordination du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE), a tenu à rappeler au gouvernement Harper qu'être sans emploi, ça ne plaît à personne. « Être chômeuse ou chômeur, ce n'est pas une maladie. C'est un état temporaire. Et justement, si on ne veut pas que les gens se rendent malade avec cet état temporaire, au lieu de les stresser, le programme d'assurance-emploi devrait plutôt leur venir en aide. »

Enfin, **Jonathan Bouchard**, vice-président aux affaires sociopolitiques à la FEUQ, s'est réjoui que de plus en plus de groupes s'intéresse au mouvement de contestation. « Il n'y a pas que les associations étudiantes du Québec qui protestent contre la réforme, la Fédération des étudiants et étudiantes du centre universitaire de Moncton et le Bureau ontarien de la Fédération canadienne des étudiants se sont joints au mouvement et d'autres sont en voie de s'ajouter aussi. La déclaration commune a maintenant 88 organisations signataires et, pas plus tard que mercredi, le Syndicat canadien de la fonction publique de l'Alberta l'a signée. Après avoir réussi à percer l'Alberta, cela démontre que nos démarches font l'unanimité et que nous devons les poursuivre jusqu'à la victoire! »

Des actions de visibilité se tenaient au même moment en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

À propos de la coalition

La Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi est composée de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), de l'Union des producteurs agricoles (UPA), de Solidarité rurale du Québec (SRQ), de la Coalition de l'Est, de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ, du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) (CPQMC-I), de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), de l'Union des artistes (UDA), de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE) et du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC). Ensemble, ces organisations regroupent plus de 1,3 million de travailleuses et de travailleurs, environ 250 000 étudiantes et étudiants, quelque 43 000 productrices et producteurs agricoles, plus de 1300 municipalités et MRC du Québec, des dizaines d'organisations de développement économique et sociocommunautaires du territoire québécois, telles que des centres locaux de développement (CLD) et des chambres de commerce ainsi que la plupart des groupes de défense des droits des chômeuses et des chômeurs.

- 30 -

Renseignements :

Mouvement syndical

CSD, Jacques Désy, 514 231-1273

FTQ, Isabelle Gareau, 514 953-0142

CSN, Ariane Gagné, 514 349-1300

CSQ, Claude Girard, 514 237-4432

SFPQ, Éric Lévesque, 418 564-4150

Mouvement étudiant

FEUQ, Yanick Grégoire, 514 718-3381

Groupes de chômeurs

MASSE, Marie-Hélène Arruda, 514 266-2269